Document generated on 07/13/2025 4:34 a.m.

Revue Organisations & territoires

Gérard Tremblay, président fondateur des Jardins Mistouk, Saint-Coeur-de-Marie, Alma

Salmata Ouedraogo and France Desjardins

Volume 28, Number 2, 2019

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1090389ar
DOI: https://doi.org/10.1522/revueot.v28n2.1055

See table of contents

Publisher(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (print)
2564-2189 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Ouedraogo, S. & Desjardins, F. (2019). Gérard Tremblay, président fondateur des Jardins Mistouk, Saint-Coeur-de-Marie, Alma. *Revue Organisations & territoires*, *28*(2), 137–147. https://doi.org/10.1522/revueot.v28n2.1055

© Salmata Ouedraogo and France Desjardins, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'ENTRETIEN

De **Salmata Ouedraogo et France Desjardins** avec

Gérald Tremblay
Président des Jardins Mistouk
Saint-Cœur-de-Marie, Alma

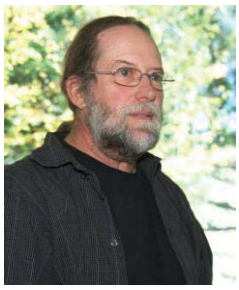

Photo : Sophie Gagnon-Bergeron

Les Jardins Mistouk est un organisme à but non lucratif constitué en décembre 2015, situé à Alma et géré par un conseil d'administration composé entièrement de bénévoles. La mission de cet organisme est la mobilisation citoyenne autour des saines habitudes de vie. Pour ce faire, ils exploitent un jardin communautaire, un jardin maraîcher de production bio intensive sur petite surface et un verger d'arbres et arbustes fruitiers pour la consommation locale.

Dans une perspective de développement durable, l'objectif de cette exploitation est de promouvoir l'alimentation saine et locale, la souveraineté alimentaire, la production intensive sur petite surface, l'inclusion sociale, l'occupation dynamique du territoire et la participation citoyenne. Dans cet entretien, nous vous présentons donc Les Jardins Mistouk et son président, Gérald Tremblay.

•••*Gérald Tremblay vous êtes le président de cette organisation; pouvez-vous nous présenter les Jardins Mistouk?*

Gérald Tremblay. Les Jardins Mistouk est une initiative citoyenne dans le quartier villageois de Saint-Cœur-de-Marie à Alma, un secteur démobilisé et dévitalisé. C'est un milieu agroforestier fortement influencé par la mondialisation et les rationalisations économiques de toutes natures. À l'entrée du quartier, il y a une terre agricole, propriété de la ville d'Alma. La ville a acquis ce lopin de terre pour y installer un étang d'épuration et y assurer le passage de la Véloroute des Bleuets en bordure de la rivière La Grande Décharge.

Il s'agit d'un site magnifique mais dont la mise en valeur a été quelque peu négligée. C'est aussi un sol agricole avec un excellent potentiel pour les cultures sarclées (tels que les fruits et légumes). Nous avons travaillé avec un certain nombre de résidents du milieu pour développer un projet qui ferait consensus. Nous nous sommes concentrés sur deux

axes principaux : un axe de jardin de production biologique sur petite surface et un verger. Tout ça pour un marché de proximité et pour développer de meilleures habitudes alimentaires et favoriser le dynamisme de la communauté locale.

Quels sont votre rôle et vos responsabilités dans Les Jardins Mistouk?

G. T. Je suis bénévole et président du conseil d'administration.

Les Jardins Mistouk existent depuis combien de temps?

G. T. Les Jardins Mistouk existe informellement depuis 5 ou 6 ans, mais nous sommes en opération de façon formelle pour une quatrième année, car Jardins Mistouk s'est immatriculé au Registraire des entreprises en décembre 2015 comme une organisation à but non lucratif (OBNL).

Pouvez-vous nous expliquer la démarche de fondation?

G. T. La démarche de fondation est davantage personnelle et elle n'est pas forcément partagée par tous les intervenants aux Jardins Mistouk. Je suis un environnementaliste depuis les années 70 et j'ai toujours été marqué par le rapport du Club de Rome (le rapport Meadows) qui concluait qu'une croissance illimitée était impossible dans un monde aux ressources forcément limitées. À l'époque, on voyait ça comme quelque chose d'hypothétique et de très loin, mais en 2008 la crise a frappé, ça semblait être le premier craquement, le premier indice que quelque chose de plus sérieux se dessinait à l'horizon, que nous approchions de la limite.

De toute façon, c'était dans l'air longtemps. C'est une lapalissade. S'il est aujourd'hui question d'adopter un développement durable, c'est que le genre de développement que nous pratiquons ne l'est pas. À un moment donné, nous allons atteindre les limites de viabilité (ou de durabilité). Mais, si on ne sait pas comment sera l'avenir, on peut à tout le moins avoir une bonne idée de comment il ne sera pas. D'abord, ce sera moins matérialiste. Par exemple, il va falloir réduire notre consommation (de gré ou de force) et de toutes sortes de façons, à commencer par la consommation d'énergie.

Ce sera aussi moins individualiste et les écarts entre les plus nantis et les moins favorisés devront se réduire (encore là de gré ou de force). Comme le dit si bien le dicton de la Simplicité Volontaire : *moins de biens et plus de liens*. Personnellement, je ne suis pas du genre à attendre que les choses viennent toutes seules. Je veux être du côté des solutions et j'ai toujours recherché le point de moindre résistance, le « cheval de Troie » où ce serait moins difficile.

Ces temps-ci, et dans notre contexte, il me semble que l'agroalimentaire est un secteur en pleine effervescence qui offre de grandes possibilités de changements structurels. D'abord, on peut maîtriser la filière du début jusqu'à la fin - de la semence jusqu'à l'assiette - en dehors du gros système, même si ce n'est pas toujours facile. Et puis, habituellement, on mange trois fois par jour! Donc, trois fois par jour on a l'occasion de se remettre en question et de se donner de nouveaux défis.

Parlez-vous du « Pacte pour la transition » écologique? (Depuis novembre 2018, tous les Québécois sont invités à signer le Pacte dont l'objectif est d'intensifier la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de l'environnement).

G. T. Ce Pacte est intéressant parce qu'il a une valeur éducative certaine sauf qu'après cette prise de conscience, que fait-on? Ton médecin t'a convaincu que tu as un problème de glycémie, que fais-tu? Tu devrais changer tes habitudes, mais trop souvent on aime mieux la petite pilule « magique » qui va tout régler sans devoir changer quoi que ce soit. C'est un exemple réducteur, j'en conviens, mais il faut comprendre que nous faisons face à des problèmes systémiques. Il va falloir de profonds changements qui vont affecter toutes nos façons de vivre, de consommer et d'interagir les uns avec les autres.

Oui, ça concerne une foule de petits gestes et c'est par des petits gestes qu'il faut commencer. C'est temps-ci, le Web et les réseaux sociaux nous inondent d'articles et de promotions du genre *12 petits gestes pour* ***sauver*** *la planète*. Si c'était si facile, ce serait régler depuis longtemps. On sait qu'il faut changer, et tout le monde réclame du changement, mais le changement dont la très grande majorité des gens veulent, c'est que ça redevienne comme avant. Comme durant les « 30 glorieuses » alors que ce sont justement ces années d'abondance sans limite et d'abus collectifs qui nous ont conduits au bord du précipice.

On parle souvent d'innovations et il en faudra beaucoup. Mais pas de n'importe quel genre d'innovations. Pas de l'innovation incrémentale. De celles qui consistent uniquement à mieux faire ce que l'on a toujours fait. Oui, il faut mieux faire, mais il faut d'abord et surtout faire autrement. Notre société est non durable. C'est donc dire qu'elle va atteindre ses limites. Nous sommes sur une trajectoire de rupture. Il nous faut de l'innovation de rupture. De cette sorte d'innovations qui nous amènent dans une autre direction que celle du système dominant. Il me semble que c'est à Albert Einstein qu'on attribut d'avoir dit : *on n'a pas inventé l'ampoule électrique en améliorant la chandelle*. Mais, encore une fois, la société n'est pas encore prête à aller dans une autre direction.

Comment les gens autour de vous perçoivent votre leadership? Parce que vous êtes un peu à contre-courant dans une société où il y a presque un consensus autour du modèle traditionnel de production, le modèle linéaire. Est-ce le « fou », ou l'« entrepreneur social »?

G. T. Peut-être qu'on me perçoit un peu comme le « fou » (rires). On me connait surtout pour mon implication dans le domaine de la récupération et du recyclage qui s'est étalée sur plusieurs dizaines d'années. Au début, c'était perçu comme rétrograde. Dans ma famille et mon entourage, il y avait un grand nombre de travailleurs du domaine forestier. Or, moi j'essayais de réduire la quantité d'arbres qu'on allait couper alors qu'eux gagnaient leur vie en les coupant. Nous passions pour des rêveurs utopistes et décrochés de la réalité qui ne cherchaient qu'à faire reculer la société. À un moment donné, du jour au lendemain, sans avoir rien fait de différent, nous sommes tout à coup devenus des précurseurs visionnaires! La société avait changé, évolué, et il fallait être là. Avoir duré.

C'est une situation que j'ai vécue à deux ou trois reprises. C'est difficile de savoir ce qui va amener ce type de changement-là, mais il y a un certain nombre d'indicateurs qui en constituent les précurseurs. En mathématiques, dans la théorie du chaos, ils appellent ça des « attracteurs ». C'est un peu ce qu'essaye d'illustrer le concept « d'effet papillon ». Personnellement, je pense que nos habitudes alimentaires ont une sorte de potentiel d'effet papillon.

On peut faire beaucoup de travail et s'activer, mais seulement s'activer n'est pas suffisant. Ce n'est pas du mouvement, c'est de l'agitation. Comme l'agitateur dans une machine à laver, ça tourne vite, ça vibre et ça fait du bruit, mais ça ne va nulle part. Il faut du mouvement, du résultat orienté. Et, si on choisit un domaine où il y a une moindre résistance alors à énergie égale, c'est plus facile d'avoir des résultats.

Tout le monde mange et le Saguenay—Lac-Saint-Jean est une région où il y a fort secteur d'activités en agroalimentaire. Tous et chacun reconnaissent qu'il faut du changement dans toute la chaine de valeur de l'agroalimentaire. Le grand nombre des intervenants cherchent d'abord à faire mieux pour faire durer ce que nous faisons déjà. Encore! Mais, si on cherche bien, il y a partout à travers le monde des exemples d'innovations de rupture. L'avenir est en marche et nous réserve bien des surprises. Plusieurs de ces idées saugrenues et un peu folles qui actuellement font lever les sourcils des bien-pensants d'hier feront partie du quotidien de demain.

Je pense que ce que nous essayons de faire à Jardins Mistouk peut permettre d'introduire quelque chose qui s'apparente à un facteur favorisant la rupture. Une initiative qui a des chances d'être utile plus tard. D'après moi, pour ce faire, il doit toujours y avoir deux composantes présentes : d'une part, réduire l'empreinte écologique, et tout particulièrement en termes d'énergie. D'autre part, créer du lien au sein de la communauté. C'est comme ça qu'on va changer la culture dominante. Il est peut-être étrange de dire ça à des gens œuvrant dans le domaine économique, mais l'économie, c'est culturel, dans le sens que c'est une construction sociale. Il faut changer en profondeur la manière de répondre à nos besoins, donc changer l'économie.

On oublie souvent que ce sont les sciences sociales qui doivent nous permettre de résoudre nos problématiques sociales.

G. T. Ou du moins, répondre d'abord aux besoins des personnes et des communautés. Pas uniquement satisfaire les exigences du capital. La définition de l'économie proposée par le dictionnaire, c'est *l'ensemble des activités de production et de distribution de biens et services*. À partir du moment où on a déterminé que c'est un phénomène culturel et que l'on n'intervient pas à ce niveau, on ne pourra pas parvenir à un changement significatif. C'est une

problématique sociale avant d'être une problématique technologique ou autre.

En effet, il faut rechercher une acceptabilité sociale.

G. T. Dans le moment, ce qui motive les individus, c'est consommer et se sentir indépendants. Dans l'avenir, il va falloir qu'on ait des satisfactions différentes, qui soient moins énergivores et qui respectent les limites de la nature et la capacité des générations futures de répondre eux aussi à leurs besoins. Il va aussi falloir créer des liens. À mon avis, le contraire de la dépendance, ce n'est pas l'indépendance, mais l'interdépendance. L'autosuffisance, c'est une sorte de mythe. Nous sommes des animaux sociaux. Depuis des temps immémoriaux, la stratégie la plus efficace pour traverser les crises, c'est de collaborer ensemble. Lorsque les temps sont plus difficiles et que l'argent se fait plus rare, ce sont les relations entre les gens qui demeurent : « Je te rends service maintenant et je sais que tu vas me le rendre plus tard. Je sais que lorsque j'aurai besoin tu seras là. »

Sentez-vous que dans la communauté il y a, pour certains, un désir de retour à la terre?

G. T. Oui, c'est clair qu'il y a un désir de retour à la terre qui, je pense, est morbide jusqu'à un certain point de la part de bien des gens parce que c'est plutôt dans le sens de valeurs individuelles. De plus en plus de gens deviennent survivalistes : *s'il ne devait en rester qu'un seul, ce sera moi*. Ils veulent posséder cinq hectares ou quelque chose comme ça pour s'auto-suffire. C'est impossible. Si tu es tout seul et que tu te casses une jambe, qui va t'aider? Si tu n'es plus capable de sarcler, que vas-tu manger? De plus, c'est l'échelle la moins efficace, que de tout faire tout seul. Il y a un écart appréciable entre le « tout faire tout seul » et le « tout se procurer chez Walmart ».

Il y a une efficacité qu'on peut avoir en mutualisant un certain nombre d'activités. C'est de ça qu'il s'agit lorsque je parle d'interdépendance. C'est de prendre soin les uns et des autres. C'est le principe de la coopération. L'économie sociale est la seule forme d'économie qui a pour premier objectif de répondre aux besoins des personnes et des communautés. C'est ça qu'on essaie d'introduire dans Les Jardins Mistouk en brisant l'isolement. Dans tous les statuts sociaux, on retrouve des gens qui se sentent isolés et exclus. On ne les connait pas vraiment, on les côtoie un peu mais on ne sait pas qui ils sont vraiment. Et à les fréquenter, on découvre des gens formidables aux expériences de vie étonnantes et sur qui on peut compter. Bref, pour ma part, je redécouvre des gens que je croisais de temps à autres depuis parfois plus de 20 ans sous un angle tout nouveau et pour le meilleur.

Le système économique traditionnel nous démontre que chacun doit défendre ses intérêts. Et ce que vous présentez, c'est la lutte des intérêts : « moi je défends mes intérêts en tant qu'entreprise locale » l'autre défend ses intérêts en tant qu'individu, ou en tant qu'État. Donc, on est dans ce système. Mais si on prend Les Jardins Mistouk et la lutte que vous menez depuis quelques années, quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés outre ceux que vous avez déjà énumérés?

G. T. Si on parle de défis spécifiquement agricoles, l'industrie agroalimentaire prospère parce qu'elle tient compte seulement d'un certain nombre de facteurs. La productivité dont on parle en agroalimentaire, c'est une productivité par unité de main-d'œuvre. Économiquement, c'est ce qui est le plus rentable. Tout le reste, on le met de côté ou au moins en second. Ça ne va pas sans impacts. Naomie Klein, la journaliste et militante canado-américaine de réputation internationale disait que, pour produire les aliments que nous mangeons, il faut trop d'espace, trop d'eau, trop d'énergie, ça produit trop de gaz à effets de serre et dépend trop des intrants de synthèse.

Cette façon de faire est à revoir complètement. Ce n'est pas durable. Nous avons besoin d'une autre manière de produire. Ce type d'agriculture existe déjà à plusieurs endroits dans le monde : à Cuba, c'est ça qu'ils pratiquent, parce qu'ils n'avaient pas le choix. En Russie, 70 % de ce que les gens mangent, ils le produisent eux-mêmes. Ce n'est pas forcément non plus pour les bonnes raisons, mais il doit nécessairement y avoir un plus haut contenu de main-d'œuvre, moins de mécanisation pour une meilleure productivité en termes de rendements par unité de superficie et de respect de l'environnement. Ça ne va surtout pas se faire facilement.

On peut dire de ces méthodes traditionnelles qu'elles ont réussi dans certains pays. Est-ce que ces méthodes permettront à nos sociétés de consommation de survivre? Et n'ou-

bliez pas aussi que nous sommes dans des sociétés riches confrontées au vieillissement de la population, ça devient quand même un peu plus complexe?

G. T. C'est pour cette raison que sur le plan humain, ça devient assez difficile. Si tout le monde consommait comme le Canadien moyen, il nous faudrait 5,7 planètes comme la nôtre. Cela veut dire que pour revenir à l'équilibre, il va falloir couper drastiquement dans notre niveau de consommation. C'est mathématique, nous sommes limités par les lois de la physique. Nous devrons commencer par manger nettement moins de viande et de produits laitiers et par manger local et moins transformé.

Alors que faire?

G. T. Ce sont des problèmes globaux et systémiques auxquels il faut des approches globales. On ne peut pas tout faire en même temps ni penser régler les problèmes un à un. Il faut de l'interdisciplinarité, des collaborations diverses et variées, et ce, dans une perspective d'intérêt supérieur nettement différents de la seule fructification du capital.

Le système avec un grand « S » est constitué d'un certain nombre de sous-systèmes : le transport et la mobilité, l'urbanisme et le logement, le loisir, etc. Le système de santé par exemple engouffre à lui seul la moitié des budgets de l'État et les coûts de système à eux seuls augmentent de 6 % par année. C'est insoutenable! Même si on compresse. C'est évident qu'il faut faire mieux, mais ce ne sera pas assez, il faudra faire autrement.

Parmi ces sous-systèmes, il y a l'agroalimentaire qui (notamment) produit près de 20 % des gaz à effets de serre. Il faut tout revoir autrement : ça prend des circuits courts. Avoir des fraises dans le mois de février, ça va être quelque chose de moins en moins possible. Il faut manger beaucoup moins de viande de production industrielle, il faut regarder les choses en termes de protéines. Comment se produira-t-on des protéines propres et accessibles, et chez nous?

Il y a toute une réflexion à faire autour de ce type de questions. On va revenir à plus de légumineuses, à des viandes qui sont produites de façon locale et pastorale. Au lieu d'être produites avec du maïs, elles le seront avec du fourrage et du pâturage, et s'intègreront dans un mode de production mixte parce que les végétaux ont besoin du fumier des animaux pour bien pousser.

On va manger davantage de céréales et elles seront moins transformées. On mangera des légumes de saison qui seront produits près de chez nous et par des gens que nous connaissons. C'est toute cette réflexion qu'on doit avoir, en la regardant de manière globale et sur une base de territoire. Je crois que l'échelle de base sera la MRC ou la ville.

Il faudra des systèmes participatifs et là on en revient à la mutualisation. Il y a plusieurs façons de faire différentes. Par exemple, cela peut se faire en mettant quelques heures de travail qui vont être plus productives dans un projet coopératif que dans un jardin individuel. Tu peux aussi avoir ton propre jardin au travers de ça. Les choses que tu manges tous les jours, comme de la laitue, des épinards, tu peux les avoir tout près dans ton propre jardin.

Si tu as déjà jardiné, tu sais que lorsque tu plantes de la laitue, elle est toute prête en même temps et après ça, elle monte en graine. Mais, si tu fais partie d'un collectif comme celui que nous sommes à mettre en place, nous produisons de petites plantules de laitue tous les 15 jours durant toute la saison. Tu pourrais avoir 10 nouvelles plantules de laitue tous les 15 jours à mettre dans ton jardin ou tes plates-bandes en avant de la maison. Et ainsi de suite.

Bien entendu qu'il faut du commerce et des gens qui vont en faire leur métier et leur gagne-pain. Mais il devra être subordonné à la capacité des communautés à bien (et tous) se nourrir. Lorsqu'on commence à réfléchir de cette façon, toute une foule de possibilités deviennent possibles et, comme le Québec a pris du retard à cet égard, il y a ailleurs beaucoup d'idées et de succès remarquables dont on peut s'inspirer.

Pour Les Jardins Mistouk, quelles sont les prochaines étapes de son développement? Il y a une vision, il y a le quotidien de la gestion d'une entreprise d'économie sociale en agroalimentaire. Si je comprends bien, c'est sur un terrain appartenant à la ville. Donc, vous êtes locataires?

G. T. On a un bail à durée indéterminée et à renouvellement automatique. Il n'y a pas d'échéance. Pour nous, il n'était pas question que la corporation en devienne propriétaire. Nous pourrions le perdre. Il faut

que ce morceau de terre demeure en propriété collective. Au sens strict, c'est un commun. La Ville en a confié la gestion et l'exploitation à Jardins Mistouk qui est un OBNL appartenant à la communauté. Nous sommes producteurs agricoles, ce que fait que la communauté locale est devenue productrice agricole. À nous de décider ce que nous allons produire pour, par et entre nous. C'est l'une des choses les plus révolutionnaires qu'on peut faire sans violence.

Au quotidien, comment fonctionne l'exploitation des jardins et des vergers?

G. T. Nous souhaitons également mutualiser l'expertise. L'expertise, c'est personnalisé. Il faut s'attacher au moins une personne spécialisée. Que cette personne puisse à la fois en vivre et se sentir au service de la communauté. C'est le sens à l'origine du principe de l'agriculture supportée par la communauté (ASC). Cette pratique a vu le jour en Angleterre, où des gens voulaient s'approvisionner en produits biologiques plus rares à cette époque. Ils achetaient ensemble un morceau de terre et ils engageaient un jardinier pour y produire leurs légumes.

Chez Mistouk, on cultive un commun. Le jardin et le verger appartiennent à la communauté. Il faut intégrer dans la mentalité des gens qu'on peut produire pour nos besoins. Faire des profits ne fait pas partie de ces besoins. Ça ne veut pas dire qu'il faut éliminer les profits de l'équation. Lorsque mon épouse prépare le souper pour la famille, il n'est pas question de profits. Pas de profits non plus lorsque je vais donner un coup de main à mon voisin. Dans le contexte de Jardins Mistouk, nous avons seulement l'obligation de faire nos frais et d'assurer notre développement. Il n'est pas toujours nécessaire que le profit soit le moteur principal de la satisfaction des besoins des personnes et des communautés.

Nous avons des équipements permettant une productivité et des économies d'échelle intéressantes même en petites surfaces. Par exemple, nous avons un tracteur deux roues. Il y en a beaucoup à travers le monde, mais peu encore au Québec. On peut y attacher toutes sortes d'équipements pour une foule d'usages. Un groupe de nos bénévoles est à fabriquer une planteuse et une récolteuse de pommes de terre que nous pourrons y attacher pour motoriser ces tâches.

La partie plus pénible de la culture des pommes de terre en petites quantités, c'est de les planter à la main et de les ramasser à la pelle. En mécanisant avec un petit outil qui ne coûte pas cher, ça n'a pas besoin d'être très rentable pour fonctionner. Il s'agit tout simplement de se partager les coûts des intrants et le ramassage, et d'en faire un peu plus pour les vendre et contribuer aux frais fixes et au salaire de la permanence. Ce n'est là qu'un début. Le défi consiste ensuite à élargir le cercle de personnes prêtes à réfléchir de cette manière et bien des choses seront possibles.

Ceux et celles qui gagnent bien leur vie et sont très occupés pourront toujours acheter leurs pommes de terre locales à notre marché public ou au libre-service. Pour ceux et celles qui aiment jardiner ou ont des budgets plus modestes, ils obtiendront des légumes bio, frais et locaux à peu de frais moyennant un peu d'huile de coude et de bonne humeur.

En ce moment, avez-vous un petit bassin de bénévoles?

G. T. Oui, un petit bassin pour la taille de nos ambitions. Certains ont davantage le sentiment qu'ils viennent faire du bénévolat et ils préfèrent être considérés à ce titre. Ce sont pour plusieurs, des retraités qui viennent prêter main forte sur demande. Mais notre formule de maraîchers participatifs fait son chemin et attire de plus en plus de personnes. On parle alors d'investissement de temps. Quelques heures de travail par semaine (ou l'équivalent) en échange de légumes.

Vous n'avez que des retraités?

G. T. Non, on n'a pas que des retraités. Mais souvent ils ont du temps pendant que les plus jeunes doivent travailler. C'est mon cas. Le mode de vie rapide et frénétique des plus jeunes ne laisse pas beaucoup de temps pour l'implication, peu importe le domaine. Cependant, nous avons près de 220 membres en règle. L'an dernier 72 parcelles du jardin communautaire étaient occupées et cette année, nous prévoyons avoir une trentaine de maraîchers volontaires sur une base régulière. Pas mal pour des idées à contre-courant!

Donc, un des défis, c'est de mobiliser la population autour de ce projet, pour qu'il y ait des jeunes qui soient intéressés aussi. Est-ce que vous parvenez à être autonomes sur le plan financier?

G. T. Oui, le défi, et notre raison d'être, c'est la mobilisation citoyenne. Le plus souvent, les innovations de rupture ne sont pas perçues positivement au premier abord. On dit aimer la nouveauté, mais on se méfie de ce qui nous semble trop nouveau ou encore

de ce qui nous demanderait de changer nous aussi. Quant à la rentabilité, elle n'est pas encore au rendez-vous. La production bio-intensive sur petite surface nécessite un plus haut contenu de main d'œuvre et nous ne recherchons pas les créneaux à haute valeur ajoutée. Mais nous n'avons aucune dette, nous avançons à notre rythme et à petit pas, et c'est le soutien de nos membres et de la communauté qui fait notre force et assure notre résilience.

Mais comment arrivez-vous à payer votre jardinier(ère)?

G. T. On a eu du soutien financier de Desjardins et de la MRC pour le démarrage et pour la saison prochaine, nous avons le budget pour lui payer 6 mois de salaire.

Vous avez des subventions?

G. T. Oui, nous avons des subventions. Le ministère de l'Agriculture propose aux agriculteurs (à tous) une foule de petits programmes très favorisant et les projets de mobilisation citoyenne ont la cote auprès des gouvernements de tous paliers. Et puis, on a beaucoup de soutien de la communauté, tous les travaux agricoles sont faits gratuitement par des agriculteurs et entrepreneurs du milieu. Lorsque nous avons des besoins, nous le faisons savoir et il y a toujours quelqu'un pour aider, ou encore quelqu'un qui connaît quelqu'un…

Croyez-vous que vous atteindrez vos objectifs?

G. T. J'espère bien que non. Qu'est-ce que nous pourrions bien faire ensuite! À partir du moment où la production agricole va se localiser de plus en plus — de gré ou de force (et c'est déjà commencé) — cela ouvre des fenêtres d'opportunités. Une organisation comme la nôtre acquiert de l'expertise et du savoir-faire que nous nous faisons un devoir de diffuser. Nous sommes vus comme une sorte de curiosité inusitée, mais nous semblons engagés sur la bonne voie. Un jour, les gens diront : « c'est pas si fou que ça. C'est ce qu'il faut faire. Il y a une petite organisation à Alma qui le fait depuis plusieurs années. Faut absolument aller les voir ». Nous aurons duré et nous serons là…

Mais cela ne fait pas partie de vos objectifs d'être industrialisés? Est-ce que je me trompe?

G. T. Non, au contraire, notre objectif est que la plus grande partie de ce que nous mangeons soit produit localement de façon bio-intensive. Nous souhaitons contribuer à élargir la gamme des possibles et des opportunités. Il y a de plus en plus de jeunes qui refusent certains aspects du système dominant, qui veulent une vie plus simple et plus naturelle. Dans cette optique, notre projet et nos idées vont les attirer.

Un économiste a écrit quelque chose d'assez intéressant là-dessus, je ne me souviens plus de son nom, mais il est d'origine italienne. Il dit que dans notre société, on valorise la satisfaction extrinsèque de nos besoins. C'est-à-dire qu'on va s'acheter un gros barbecue industriel parce que le voisin ou le beau-frère en a un. C'est ce qui fait vendre le plus. Toujours selon lui, il faudrait au contraire rechercher les satisfactions intrinsèques. Celles qui sont intimes et intérieures. Cette forme de satisfaction ayant tendance à être plus frugale et plus conviviale n'est pas encouragée pas le courant dominant — ce n'est pas profitable aux affaires. Cependant, il s'agit là d'une forme d'innovation sociale de rupture qui progresse lentement mais surement au sein de nos sociétés occidentales.

Les Jardins Mistouk ont beaucoup d'avenir et d'opportunités. Pourquoi?

G. T. Ils ont de l'avenir, mais le présent n'est pas évident. Notre approche bouscule des paradigmes. Ça ouvre le champ des possibles, mais concrétiser des possibles « inusités » demeure une sorte de sport extrême qui n'est pas à la portée de tous. Par ailleurs, c'est un paradis pour les bénévoles. Ce n'est pas payant. Alors, il n'y a pas toute une pléthore de spécialistes pour monnayer leurs services. Il faut le faire par nous-mêmes. Comme les attentes ne sont pas très élevées et que bien des gens ne seraient pas surpris que ça ne fonctionne pas, on peut se permettre d'imaginer et de rêver toutes sortes d'idées et pour des bénévoles décidés, il n'y a pas grand-chose d'impossible.

Quand vous dites rentable, parlez-vous de rentabilité financière?

G. T. La rentabilité économique est nécessaire, mais il faut d'abord que ce soit rentable socialement. Que l'action que nous allons mettre en œuvre dans tel ou tel domaine apporte un plus à notre communauté.

Ce que Les Jardins Mistouk proposent, c'est d'amener vraiment les gens à réduire le gaspillage, parce que peu de conventions sociales nous éduquent en ce sens.

G. T. Avec le temps, les ressources se font de plus en plus rares et précieuses, et plus nous approcherons des limites de la planète, plus cette tendance va

s'accélérer. Nous avons un impact là-dessus. Par exemple, parce que les gens qui participent à notre modèle de jardiniers volontaires sont beaucoup plus conscients du temps et des efforts qu'il faut consentir pour produire des légumes et des fruits de qualité et, par voie de conséquence, de leur valeur.

Les préoccupations, ou les défis que vous énumérez demandent, vraiment, un changement radical.

G. T. En terme sociétal, ce qu'il faudrait faire pour prendre ce virage, et le prendre maintenant, serait antidémocratique. Les gens ne sont pas prêts à élire quelqu'un qui tenterait d'imposer cette vision dans sa plate-forme électorale. Et si d'aventure un politicien se faisait élire sans avoir annoncé ces intentions dans le but d'imposer cette transition, il serait battu aux élections suivantes pour être remplacé par quelqu'un qui ferait rapidement un retour en arrière plus radical encore.

En effet, c'est une opinion qui brosse vraiment un tableau de la réalité que nous vivons aujourd'hui avec les conflits d'intérêts, les lobbys... Ça démontre bien aussi les valeurs mises de l'avant par Les Jardins Mistouk. Si je retourne au début ce notre entretien, quand vous parlez de la fondation des Jardins Mistouk, on constate que les valeurs qui vous habitent personnellement sont reflétées dans l'organisation. C'est une continuité de vous-même, qui s'exprime avec cohérence.

G. T. Il faut offrir des alternatives et, tôt ou tard, la société toute entière atteindra un point de bascule où ce qui était subversif et séditieux hier deviendra tout à coup maintenant naturel et évident. C'est ainsi que la boucle se ferme. Lorsqu'on se donne une vision globale et qu'on cherche à implanter quelque chose de différent, il faut trouver le point de moindre résistance que j'évoquais au départ, le « cheval de Troie ».

Je pense vraiment que dans notre communauté et dans plusieurs autres — à travers le monde — l'agroalimentaire est un bon endroit pour inviter les gens à changer leurs comportements de consommation. Pour petit à petit combler autrement le vide existentiel que tant de gens ressentent, briser l'isolement et trouver une satisfaction profonde à des petites choses pourtant toutes simples et si banales.

Donc c'est par des petits pas qu'on obtiendra le changement global un jour — on reste optimiste.

G. T. Pourvu qu'on ait une bonne certitude d'être dans une approche qui a de sérieuses chances de se perpétuer, sinon par des pratiques concrètes, au moins dans son type de gouvernance et dans sa façon d'agir. Et là, il faut qu'il y ait les deux composantes dont je faisais état plus tôt : frugalité et convivialité. Le propre de l'innovation de rupture c'est de sortir des paradigmes et les instances qui ont des grilles d'analyse à appliquer ne peuvent pas tenir compte de cela. Il faut être à l'intérieur de la grille et ce qui n'y entre pas est tout de suite écarté.

D'une part, il faut identifier des mécanismes, mettre en place toutes sortes de recettes globales de participation pour les modèles participatifs. Il y a beaucoup de choses qui se font partout à travers le monde, mais lorsqu'on est bénévole, c'est difficile de pouvoir toutes les répertorier et les étudier. Il faudrait aussi développer une approche éducative, parce qu'une des choses que les gens veulent faire en venant participer, c'est apprendre. Il nous faut des outils de formation populaire adaptés.

De même, il n'y a pas uniquement l'apprentissage agricole, c'est aussi, et davantage, l'apprentissage du travail ensemble et de la coopération. On l'a perdu sur le chemin des commerces à grandes surfaces et pour toutes sortes de raisons. Par exemple, pour être efficaces, comment va-t-on utiliser notre permanence de façon plus optimale? Il y a beaucoup de choses à examiner et à réinventer.

D'autre part, on pourrait (il faut) envisager un modèle de culture qui soit carbo-neutre. Les anglophones ont un terme que nous n'avons pas en français : *carbon farming*. Il y a en effet des pratiques culturales qui permettent d'augmenter la quantité de carbone dans le sol par les matières organiques, et ça devient un puits de carbone. Ça fait partie des avenues à explorer et c'est un enjeu important en matière de climat bien entendu, mais qui pourrait contribuer à rentabiliser les approches de productions intensives sur petites surfaces.

Donc, on peut constater que les Jardins Mistouk sont à l'air du temps. Pourquoi? Parce qu'on y parle aujourd'hui d'innovation sociale différente des autres innovations connues, vulgarisées par l'agronomie. On prend par exemple l'économie de partage, on prend l'économie collaborative, on prend l'économie circulaire, l'économie verte. Vous allez me dire que ce sont des notions appliquées dans les communautés, mais le grand problème, c'est que ces notions ne peuvent pas se confronter à l'économie linéaire pour le moment. Pour moi, vous êtes complémentaires à cette économie linéaire, déjà existante. Je suis optimiste en vous écoutant, parce que vous êtes de véritables acteurs de changement. Les

Jardins Mistouk est une organisation modèle, qui nous rappelle qu'il faut revenir à l'essentiel.

G. T. C'est toujours le danger que nos idées et concepts soient mal interprétés d'une façon ou d'une autre. De rester toujours un peu en dehors, en marge, nécessite beaucoup d'énergie sur le plan humain et sur le plan économique. Ce n'est pas évident de demeurer fidèles à nos convictions.

Quand vous dites toujours « sur le plan économique », c'est pour parler de rentabilité financière. Il faudrait, nous semble-t-il aller au-delà de la rentabilité économique, pour inclure le volet social. Donc il y a des défis et des opportunités. Croyez-vous posséder les leviers qui permettront aux Jardins Mistouk de pouvoir prendre son envol?

G. T. En faisant référence au *plan économique,* je pense à l'économie dominante qui n'a de compte à rendre qu'au capital. Cette économie qui n'a aucun scrupule à piller les ressources et à concentrer les avoirs entres des mains de moins en moins nombreuses. Par ailleurs, rien de ce que nous faisons ne doit être épargné de répondre à des critères d'efficacité dont l'efficacité économique. Critère auquel il faut ajouter l'efficacité environnementale et l'efficacité sociale. Ce que les anglo-saxon appellent le *tripple buttom line*.

Personnellement, je pense que le levier fondamental, c'est la mobilisation sociale. Il faut que la communauté soit mobilisée. En fait, ça vaut pour les communautés partout à travers le monde. Personne ne peut anéantir un projet si l'ensemble d'une communauté y croit et s'y investit.

C'est une importante innovation sociale que vous avez mise de l'avant. Avez-vous des stratégies particulières pour promouvoir une plus grande compréhension et adhésion au projet?

G. T. Non, pas de façon directe. Lorsque l'on parle du projet, plusieurs personnes se sentent bousculées. Il y a un équilibre à trouver entre rester dans une ombre protectrice et diffuser « la bonne nouvelle ». Il faudrait arriver à rendre nos idées plus accessibles. C'est de plus en plus facile avec l'aide des médias sociaux (Internet, Facebook, etc.). Les gens y trouvent une foule d'informations qui circulent largement, bien qu'on y retrouve aussi beaucoup de fumisteries. Dans tout ça, il ne faut surtout pas mettre de côté la variable « temps ». La vitesse qui ne tue pas. On ne peut pas changer les mentalités et la culture de force et encore moins instantanément. Il faut durer, témoigner par l'action, y trouver du plaisir et de la satisfaction, et être encore là lorsque le vent tournera. En attendant le mot d'ordre doit être « bienveillance et ouverture d'esprit ».

Avez-vous des préoccupations de performance autres que financières et sociales?

G. T. Il y a la question de l'échelle. Je pense que dans un avenir plus rapproché qu'on ne serait portés à le croire, notre monde va rapetisser. Ce qui nous provient maintenant de l'autre bout du monde sera beaucoup plus loin, hors de portée. Notre horizon privilégié deviendra notre communauté d'appartenance. Le milieu où nous nous procurons l'essentiel de nos biens et services. La MRC, la ville ou le quartier. C'est à cette échelle qu'il faut concentrer nos efforts.

La fiscalité qui oblige les municipalités à chercher à augmenter l'assiette fiscale va devoir être revue et corrigée. Les milieux attrayants seront ceux où il sera possible de combler la plus grande partie de nos besoins à l'intérieur de 15 minutes de marche. On pourra aller travailler, aller à l'école, magasiner ou profiter de loisirs sans devoir utiliser l'automobile.

Il deviendra alors possible (et nécessaire) de revoir l'urbanisme et l'habitation, l'organisation du travail et de la rémunération, la santé et la satisfaction et…la production et la transformation de nos aliments. Les petits commerces seront de retour, l'activité économique relocalisée sera florissante et à l'abri des fluctuations d'humeur des marchés. Ce sera un monde où il en coûtera moins cher pour vivre, où nous aurons repris le contrôle de notre temps et où nous pourrons compter sur des voisins serviables et attentifs. Ce sera un monde où il fera bon vivre. Oui, ça peut paraitre une douce utopie rêveuse, mais est-ce que ce n'est pas tout simplement le genre de monde que voudrions laisser à nos enfants?

Il y a déjà des gens qui recherchent ce genre de milieux où ils pourront fonder une famille et se faire un avenir. Les municipalités qui auront compris assez tôt cette tendance inéluctable seront très attirantes et se sortiront mieux et plus rapidement des bouleversements que nos sociétés s'apprêtent à traverser. Pour les autres, ils devront faire du « hockey de rattrapage ».

Selon vous, est-ce que l'UQAC, en tant qu'institution académique, pourrait y jouer un rôle d'une certaine manière?

G. T. Sur le plan des deux difficultés dont j'ai parlé plus tôt (notamment), il est clair qu'une collaboration pourrait être utile pour nous, afin de développer des outils mutualisés pour produire de façon participative et identifier des techniques et des outils de culture, de vulgariser la production en termes de formation populaire, etc. Ce sont quelques-uns des sujets sur lesquels il y a matière à réflexions et à innovations.

Cependant, les tendances actuelles ne vont pas dans ce sens. On continue encore et toujours de prétendre que nous avons un système d'éducation. Mais, la véritable éducation consiste à outiller les personnes à devenir de meilleurs citoyens. Le mot d'ordre actuel, c'est plutôt l'*équivalence emploi-formation*. On veut des citoyens plus productifs et plus performants. Pas des individus meilleurs. Au besoin même, on recherchera des candidats dont le niveau de rectitude est assez bas pour faire « ce qu'il faut » sans s'embarrasser de problèmes de conscience. J'ai entendu récemment une expression qui décrit bien cette réalité : *Ce n'est pas un système d'éducation mais bien un système d'entraînement*. Là aussi, nous avons cruellement besoin d'innovations sociales de rupture.

Est-ce que les agriculteurs ont un intérêt — puisqu'ils participent au projet Mistouk? Recherchent-ils votre influence? Expriment-ils le désir d'apprendre de votre expérience?

G. T. Ils ont un intérêt, c'est certain. L'UPA, par exemple, a un vif intérêt pour des idées nouvelles, notamment parce que plus de la moitié de ses membres sont de petits producteurs. Et, les petits producteurs n'attendent rien d'eux parce qu'ils ont le sentiment de n'avoir rien à attendre des structures traditionnelles. C'est un problème de taille lorsque tes services ne sont utiles qu'à une moitié de tes membres tandis que l'autre moitié n'est membre que parce qu'elle y est obligée.

Dans un autre registre, les écoles d'agriculture de Saint-Hyacinthe et de Victoriaville qui donnent la formation de bio-intensif refusent des inscriptions et leurs finissants n'ont aucun mal à trouver un emploi. Il y a une relève : des néo-ruraux qui veulent s'établir, mais qui se heurtent à des règles désuètes et dépassées. Pendant ce temps, la relève agricole se fait de plus en plus difficile, les agriculteurs font face à un endettement préoccupant et ils sont de plus en plus nombreux aux prises avec des problèmes d'épuisement et d'équilibre psychologique. L'agriculture dite « traditionnelle » est malade et la « nouvelle agriculture » a besoin de nouveaux rapports avec les consommateurs.

Mais comment s'y prendre? Ce n'est pas évident parce que selon les paramètres conventionnels, une bonne partie des nouvelles idées ne sont pas rentables et une grande majorité des petits agriculteurs membres de l'UPA évoqués plus haut doivent occuper un autre emploi pour joindre les deux bouts!

En même temps, les agriculteurs sur le terrain ne veulent pas non plus être le dernier agriculteur dans le rang. Ils veulent qu'il y ait du monde, qu'il y ait des enfants, que les écoles soient remplies, etc. Ils éprouvent de plus en plus de difficultés à recruter de la main-d'œuvre. Ce n'est pas attrayant de travailler sur une ferme, souvent éloignée des services et avec des horaires difficiles, et les agriculteurs n'ont jamais tellement investi dans leur main d'œuvre peu spécialisée. D'autre part, l'agriculture subit de fortes pressions en raison des négociations commerciales internationales et à la concurrence de pays où les normes sanitaires, environnementales et du travail ne sont pas les mêmes. Comme dirait l'autre, *l'avenir n'est plus ce qu'il était*.

Oui, il y a des problèmes, mais je reviens sur votre organisation les Jardins Mistouk : c'est un élément de solution de ces problèmes. Le fait qu'on voit qu'il y a des gens des milieux urbains qui se déplacent pour s'installer dans des zones rurales, ou en région, ou dans les territoires pour faire de l'agriculture durable semble être un élément important.

G. T. Oui, c'est un élément important et intéressant. De plus, les élus sont sensibles au fait que les consommateurs — qui sont aussi leurs électeurs — veulent des marchés publics, des produits locaux, bio, etc. C'est une mode pour l'instant, mais il y a quelque chose là-dessous de structurant qui pourrait durer. Quelque chose qui pourrait bien paver la voie à des changements plus profonds. C'est vrai qu'il faut rapprocher les consommateurs de l'agriculture. Mais ce sont les agriculteurs qui se sont éloignés de leurs clients par la multiplication des intermédiaires, ce qui les a obligés à rechercher les économies d'échelles en multipliant à son tour la taille de leurs exploitations dans une spirale infernale.

C'est aussi, et davantage peut-être, à l'agriculture (et aux agriculteurs) de se rapprocher de leurs clients avec une production bio et plus respectueuse de l'environnement, avec des exploitations de plus petites tailles, en réduisant le nombre d'intermédiaires, à l'intention d'un marché plus locale et en revenant à un partenariat gagnant-gagnant et renouvelé entre ceux qui produisent et ceux qui mangent. Ce sont les valeurs que Jardins Mistouk tente d'incarner à sa manière. •••

La Revue Organisations & Territoires remercie monsieur Gérald Tremblay, président-fondateur des Jardins Mistouk de nous avoir accordé cette entrevue qui nous fait réfléchir et agir afin d'améliorer notre façon de consommer.

NOTES

1 Depuis novembre 2018, tous les Québécois sont invités à signer le Pacte, dont l'objectif est d'intensifier la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de l'environnement.

2 « Innovation qui améliore un produit ou un service, un procédé de production, une technique de commercialisation ou le mode d'organisation d'une entreprise sans en modifier fondamentalement les caractéristiques ou le fonctionnement. » (Source : GDT)

3 Physicien danois lauréat du prix Nobel de physique de 1922.

4 La microagriculture bio-intensive est un système agricole durable visant à produire une alimentation grâce à une petite parcelle de terre tout en enrichissant en humus le sol cultivé. C'est un système agricole autofertile et autonome en semences. (Source : Wikipédia)